

Revue internationale du Travail

NUMÉRO SPÉCIAL LA CRISE, LES INÉGALITÉS ET LA POLITIQUE SOCIALE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Sommaire

- 317 **Introduction: crise, réactions politiques et creusement des inégalités dans l'Union européenne** Janine LESCHKE et Maria JEPSEN

Dans l'introduction à ce numéro spécial de la *Revue internationale du Travail*, les auteurs retracent les grandes phases de la crise économique dans l'Union européenne depuis 2008 et soulignent le rôle crucial des politiques sociales pour en atténuer les effets sur la population. Toutefois, et les auteurs l'illustrent avec les inégalités entre hommes et femmes, la crise et les réactions des gouvernements ont aussi aggravé les inégalités sur le marché du travail, au sein des pays et entre eux. En outre, les variations d'un pays à l'autre, quant au contenu et à la structure des mesures de relance et d'austérité, ont aussi accentué les divergences entre les pays de l'Union.

MOTS-CLÉS: RÉCESSION ÉCONOMIQUE, MARCHÉ DU TRAVAIL, POLITIQUE SOCIALE, GOUVERNANCE, PAYS DE L'UE.

- 343 **Rémunérations et inégalités de revenu dans l'Union européenne pendant la crise** Paul de BEER

Les auteurs examinent les effets de la crise économique sur l'emploi, les rémunérations, les inégalités et la pauvreté dans l'Union européenne entre 2008 et 2010, notamment dans cinq pays: Allemagne, Danemark, Espagne, Royaume-Uni et Slovaquie. Après une présentation des études antérieures, ils constatent, à ce premier stade de la crise, un comportement contracyclique des salaires réels, à la différence de ce que l'on observait lors des précédentes récessions. S'agissant des inégalités et de la pauvreté, l'intensité et la direction de leur évolution varient considérablement. Toutefois, les inégalités pourraient s'aggraver en raison des effets régressifs des politiques d'austérité annoncées ou engagées.

MOTS-CLÉS: SALAIRES, EMPLOI, RÉPARTITION DU REVENU, PAUVRETÉ, RÉCESSION ÉCONOMIQUE, ALLEMAGNE, DANEMARK, ESPAGNE, SLOVAQUIE, ROYAUME-UNI.

- 365 **Financement de la protection sociale dans l'Union européenne: rien ne change?**
Norman WAGNER
Prenant comme exemple cinq pays d'Europe, représentatifs des différents modèles de protection sociale, l'auteur analyse la façon dont la crise financière et les mesures de relance ou d'austérité, qui l'ont accompagnée, ont modifié les modalités de leur financement, avec des effets régressifs. Il démontre que, à court et moyen terme, les systèmes par cotisations ont des finances plus stables que ceux financés par l'impôt. Le modèle social-démocrate semble avoir plus de chances de rester stable sur le long terme, car il privilégie le maintien de l'emploi, première source de recettes publiques du système.
MOTS-CLÉS: FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, POLITIQUE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, COTISATIONS, RÉCESSION ÉCONOMIQUE, PAYS DE L'UE.
- 383 **Crise et politique sociale: le rôle des accords collectifs**
Vera GLASSNER et Maarten KEUNE
Les auteurs examinent les accords collectifs conclus dans l'UE en 2008-2011 et leurs apports à la politique sociale: réduction du temps de travail, formation, modération salariale, flexibilisation de la fixation des salaires et de la durée du travail. A cet effet, ils distinguent secteur public et secteur privé: dans le premier, les déficits budgétaires et l'austérité limitent les possibilités de négociation à vocation sociale, tandis que dans le second les négociateurs ont recherché un équilibre entre compétitivité et maintien de l'emploi et des salaires, notamment dans les pays où les négociations sont coordonnées. Ailleurs, les auteurs avancent qu'une détérioration est à craindre.
MOTS-CLÉS: CONVENTION COLLECTIVE, NÉGOCIATION COLLECTIVE, POLITIQUE SOCIALE, SECTEUR PUBLIC, SECTEUR PRIVÉ, PAYS DE L'EU.
- 411 **Quelle destinée pour la «politique sociale» de l'Union européenne? De la Stratégie de Lisbonne à l'Europe 2020: évolution du discours politique**
Jean-Claude BARBIER
L'auteur examine une sélection de documents de la Commission européenne et du Conseil européen, pour identifier les constantes et les changements dans le discours de politique sociale de l'UE et rechercher leurs déterminants potentiels. Il distingue trois périodes: la Stratégie de Lisbonne, les réformes qui ont suivi (2005-2009) et l'Europe 2020. La période la plus récente témoigne d'une marginalisation radicale et de la réduction à des mesures purement symboliques de la politique sociale par rapport aux considérations macroéconomiques et financières. Parallèlement, les institutions de l'UE ont pris le pas sur la compétence nationale en la matière. Une redistribution des rôles entre les acteurs principaux semble expliquer ces changements.
MOTS-CLÉS: POLITIQUE SOCIALE, GOUVERNANCE, PAYS DE L'UE.
- 439 **Prix Marco Biagi 2013: appel à contributions, détails disponibles à l'adresse <<http://www.labourlawjournals.com>>.**

ISSN 0378-5599
www.ilo.org/revue

La *RIT* est membre de l'International Association of Labour Law Journals (www.labourlawjournals.com).

Des informations sur le BIT et ses publications sont disponibles sur le réseau Internet à l'adresse: <http://www.ilo.org>. Les articles de la *Revue internationale du Travail* sont indexés dans la base de données bibliographiques du BIT, LABORDOC, et sur CD-ROM, produit par InfoNordic. Ils sont également analysés et indexés dans le bulletin signalétique *Sciences humaines* (Paris, CNRS) et par INDEXPRESSE, ainsi que dans le *Journal of Economic Literature* (Nashville, American Economic Association).
